

excavacion del Canal, hemos consentido inmediatamente en el préstamo de medio millon de pesos que usted nos pidió. Y aun habriamos estado tambien dispuestos, como lo he manifestado al señor Colunje, á elevar este avance, de dos millones de francos, (fs. 2.000,000) á cinco millones (fs. 5.000,000), estipulando una tasa de interes ventajosa para ustedes y un reembolso basado en su participacion en los beneficios ulteriores de nuestra explotacion; y admitiamos tambien, haciendo á un lado la cuestion de derecho, que la policia de nuestros establecimientos pudiese dar lugar, de nuestra parte, á una subvencion anual de cien mil francos durante todo el tiempo de la concesion.

Si hemos tenido el pesar de no poder aceptar las proposiciones del señor Colunje, cuya sola iniciativa paralizaria nuestra accion, me apresuro á renovar á usted la seguridad que á él le he dado, de que quedamos muy deseosos de prestar á Colombia todo concurso que sea compatible con nuestros deberes para con nuestros accionistas y con los poderes que nos han confiado.

Dígnese usted señor, aceptar la expresion sincera de mis sentimientos de distinguida y amistosa consideracion,

*Ferd. de Lesseps.*

Al señor Aníbal Galindo, Secretario de Estado en el Departamento de Hacienda.—Bogotá.

*Bogotá, 12 de Noviembre de 1883.*

Señor Conde Ferdinand de Lesseps.—&. &. &.—Paris

Estimado señor:

Doy á esta respuesta el mismo carácter de amistosa y confidencial que tiene la carta de usted de 5 de Octubre, número 62,662, porque no pierdo la esperanza de que llegemos, por este medio, á un honroso y equitativo arreglo de las cuestiones pendientes con la Compañía.

Confiando en que me dirijo á uno de los hombres de más vasta concepcion y de espíritu práctico, acostumbrado á tratar *en el terreno del interes comercial*, sin mezclarlos con cuestiones de amor propio, los negocios de más alta importancia que se han transado en la época presente, voy á hablar á usted con entera franqueza.

Muy viva pena, muy grande contrariedad me ha causado la referida carta de usted en la que, en medio de toda la amabilidad y cortesía de estilo, declara usted que en su concepto y en el del Consejo de Abogados de la Compañía, la República carece en absoluto de derecho para hacer la reclamacion de indemnizacion confiada al señor Colunje. Ha de saber usted que la opinion unánime de todos los hombres ilustrados del país es la contraria, y que en este asunto va usted á estrellarse no con el Gobierno sino con la Nacion en masa, que no permitirá, sino con la pérdida de su soberania sobre el Istmo, verse defraudada de los derechos que sabía y justamente se aseguraron en el artículo 2.º del Contrato de 5 de Julio de 1867, reformatorio del de 15 de Abril de 1850, sobre privilegio para la construccion del Ferrocarril de Panamá. El sentimiento íntimo, el conven-



*Compagnie Universelle du Canal interocéanique de Panamá—Paris, le 4 Octobre 1883—N. 62,556.*

Monsieur le Ministre :

J'ai pris connaissance de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 22 Mai dernier et qui m'a été remise par M. Gil Colunje le 29 Septembre à la suite des divers entretiens que nous avons eus ensemble au sujet de la mission qu'il avait à remplir.

Dans les discussions qui se sont suivies à l'occasion de la demande d'indemnité que M. Gil Colunje était chargé de soumettre à la Compagnie l'argument principal que vous invoquez dans votre lettre a été sérieusement examiné. Il consiste à dire que si la Compagnie du chemin de fer n'a pas, en sa qualité d'usufruitière pendant la durée de sa concession d'indemnité à réclamer par le fait que la Compagnie du Canal a acheté la majeure partie de ses actions, il n'en est pas de même du Gouvernement Colombien qui, d'après le contrat du 5 Juillet 1867 restait nu propriétaire du chemin de fer et devait reprendre la concession en 1966 en touchant jusqu'à cette époque une redevance annuelle de 250,000 piastres.

Cet argument avait certainement sa valeur avant la loi de concession du Canal du 18 mai 1878, et il ne peut pas être douteux que les auteurs de cette loi en ont tenu compte dans les dispositions qu'il sont adoptées.

Il me paraît nécessaire de rappeler que la Compagnie du chemin de fer ayant obtenu la concession d'un privilège exclusif, l'article 11 du contrat de 1867 a été fait dans la prévision où il serait porté atteinte à ce privilège par le creusement d'un Canal maritime, soit que l'entreprise fut faite par le gouvernement lui même, soit qu'elle fut concédée à une Compagnie. Le Gouvernement Colombien se soumettait à une action en garantie envers le chemin de fer, dans le cas où son privilège serait diminué par la concurrence du Canal.

Au moment où le Gouvernement Colombien a accordé l'acte de concession du Canal par la loi du 18 Mai 1878, il avait donc deux intérêts distincts à sauvegarder, celui de la Compagnie du chemin de fer envers laquelle il était tenu par la garantie qu'il lui avait promise, et son intérêt propre à raison des droits qu'il avait comme nu-propriétaire du chemin et de la redevance annuelle de 250,000 piastres.

Je ne saurais trop vous prier de vouloir bien considérer que la loi de concession du 18 Mai 1878 a pourvu à ce double intérêt.

Par son article 3, cette loi a dégagé le Gouvernement Colombien de l'action en garantie à laquelle il s'est soumis envers la Compagnie du chemin de fer par suite de l'atteinte portée à son privilège, et elle a imposé l'obligation à la Compagnie du Canal de s'entendre à l'amiable avec la Compagnie du chemin de fer, ou à défaut d'entente amiable il était dit qu'il y aurait lieu pour les deux Compagnies de recourir à un arbitrage, comme la Compagnie du chemin de fer et le Gouvernement Colombien auraient été tenus de le faire d'après le contrat du 5 Juillet 1867.

Il n'est aucunement question d'un partage, et les deux Compagnies

avaient toute latitude pour s'entendre à l'amiable. Il est d'ailleurs à remarquer que l'acquisition de la majeure partie des actions n'a même pas le caractère d'un règlement d'indemnité.

Les droits du chemin de fer étant ainsi réglés, le Gouvernement Colombien a ensuite stipulé pour son compte personnel, et il a formulé dans l'article 15 les avantages qu'il se réservait.

Il ne me paraît pas possible d'admettre qu'il n'ait pas envisagé, en fixant suivant une marche ascendante les participations auxquelles il a droit dans les produits du Canal, l'éventualité de la diminution des recettes du chemin de fer, puisque l'augmentation des recettes du Canal doit vraisemblablement coïncider avec la réduction des produits du chemin de fer, et il est si vrai que l'article 15 a été rédigé sous l'empire de cette préoccupation, qu'il contient une disposition où il est dit que la Compagnie du Canal doit précisément garantir comme minimum la perception de la somme de 250,000 piastres qui devait être payée par la Compagnie du chemin de fer.

Le Gouvernement Colombien doit donc par ses prélèvements sur les produits du Canal retrouver ainsi, et bien au delà, toutes les avantages qui devaient résulter pour lui de l'exploitation du chemin de fer et du retour de la concession, et je ne vois plus aucune raison de nature à justifier une indemnité qui devrait être la représentation des dommages que le Gouvernement pourrait éprouver par la concurrence ou la rivalité du Canal.

Cette interprétation de la loi du 18 Mai 1878 qui me paraît conforme au droit et à l'équité ne m'a pas permis d'accueillir le principe de la demande qui m'a été présentée par M. Colunje, et j'ai aimé à croire qu'après un nouvel examen vous acquérez également la conviction que la Compagnie a rempli jusqu'ici toutes les obligations qui lui ont été imposées et que son devoir est maintenant d'accélérer autant que possible les travaux d'exécution pour arriver à la période pendant laquelle elle partagera ses produits avec le Gouvernement des Etats Unis de Colombie dans les proportions qui ont été établies.

Je dois en terminant vous exprimer combien je me félicite des relations que j'ai entretenues avec M. Colunje dont la distinction et la courtoisie ont été constamment en rapport avec le caractère de la mission que vous lui avez confiée.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.  
Le Président Directeur,

*Cte. Ferd. de Lesseps.*

Monsieur Galindo, Secrétaire d'Etat au Département des Finances.

TRADUCCION.

*Compañía Universal del Canal interoceanico de Panamá—Número 62,556.  
Paris, 4 de Octubre 1883.*

Señor Ministro :

He tenido conocimiento de la Carta que me ha hecho usted el honor de dirigirme el 22 de Mayo último, y que me ha sido entregada por el señor Gil Colunje el 29 de Setiembre, despues de las diversas conferencias que hemos tenido sobre los asuntos de la mision que él debia cumplir.



cion de los productos del Ferrocarril, y es tan cierto que el artículo 15 fué redactado bajo el imperio de esta prevision, que él contiene una disposicion en que se dice que la Compañía del Canal debe garantir precisamente como minimum la percepcion de la suma de \$ 250,000 que debía pagarse por la Compañía del Ferrocarril.

El Gobierno colombiano debe, pues, por sus proventos en los productos del Canal, recuperar así, y con creces, todas las ventajas que debían resultarle de la explotacion del Ferrocarril y de la readquisicion de la concesion, y no veo yo razon alguna capaz de justificar una indemnizacion que deberia ser la compensacion de los perjuicios que pudiese sufrir el Gobierno por la competencia ó la rivalidad del Canal.

Esta interpretacion de la ley de 18 de Mayo de 1878, que me parece conforme al derecho y á la equidad, no me ha permitido aceptar el principio en que se funda la demanda que me ha presentado el señor Colunje, y me complace en creer que despues de un nuevo exámen adquirirá usted tambien la conviccion de que la Compañía ha cumplido hasta aquí con todas las obligaciones que se le han impuesto, y que su deber es ahora acelerar tanto como sea posible los trabajos de ejecucion para llegar al período en que ella divida sus productos con el Gobierno de los Estados Unidos de Colombia, en las proporciones que se han establecido.

Al terminar, debo expresar á usted cuánto me felicito por las relaciones que he cultivado con el señor Colunje, cuya distincion y cortesania han estado constantemente de acuerdo con el carácter de la mision que se le confió.

Reciba el señor Ministro la seguridad de mi alta consideracion.

El Presidente Director,

*Conde Ferdinand de Lesseps.*

Señor Galindo, Secretario de Estado del Despacho de Hacienda.

*Bogotá, Diciembre 6 de 1883.*

Señor Conde Ferdinand de Lesseps.—Paris.

Muy señor mio.

Mi carta de 12 de Noviembre se contrajo á trasmittir á usted las desfavorables impresiones que la de usted, de 4 de Octubre, debe causar en el país cuando ella sea conocida; pero tengo el deber de dar á usted una respuesta formal á las razones legales en que usted funda la denegacion de nuestro derecho para reclamar de la Compañía del Canal, como representante de la del Ferrocarril, la indemnizacion que se reservó la República al tenor de lo estipulado en el artículo 2.º del contrato de 15 de Julio de 1867, reformatorio del de 15 de Abril de 1850, sobre privilegio para la construccion del Ferrocarril de Panamá.

En cambio de la extension del privilegio y del consiguiente usufructo y posesion del Ferrocarril por 99 años, en vez de 49, que sólo concedía el contrato primitivo de 1850, y de la designacion de la zona privilegiada, extendiéndola á todo el territorio del Istmo que demora al Oeste y al Norte de la línea ideal, que junta el cabo Tiburon con el Atlántico á la Punta Garachiné en el Pacífico, la